

CCP N° 0710 S 07441 / ISSN

F

CHORUS 71



Déposé le 8/10/2010

Edito

Une grande partie de cette revue est consacrée au thème de la résistance. La société néo-libérale actuelle nous y amène naturellement, que ce soit au niveau social ou dans le travail de chacun d'entre nous. Le syndicalisme est un acte de résistance. Nous nous interrogeons souvent sur les réponses que peuvent apporter les syndicats, sur les évolutions possibles du syndicalisme, alors il faut s'interroger aussi sur les modalités possibles de résistance. Comme l'écrit Christophe Dejours : «la résistance se teste, s'essaye... il faut trouver la rhétorique, l'astuce de l'intelligence qui permet de se faire comprendre. L'oral toutefois ne joue, au plus, que comme une alerte mais ne sert pas à grand-chose : les gens comprennent ce que tu dis mais le lendemain, ils ont tout oublié. **La résistance commence quand les gens se mettent à travailler avec les textes.** Travailler les livres, apprendre les mots qui permettent de dire le monde autrement que dans la pensée dominante.»

C'est l'objectif de ce Chorus n°92 : compiler des écrits qui parlent de la résistance, des résistances. Ces écrits viennent de l'ouvrage «La résistance créatrice» (nouvelle Revue de PSYCHOSOCIOLOGIE). Ce n'est pas un résumé du livre mais des extraits qui m'ont semblé les plus significatifs. En espérant qu'ils vous donneront envie de le lire ou de chercher dans les ouvrages des divers auteurs.

Et pour mettre en pratique notre résistance :

Toutes et tous en grève contre le projet gouvernemental sur les retraites :

Mardi 12 octobre 2010

Philippe Dormagen



Dispensé de timbrage CHALON C.D.I.S.

Sommaire

Résistances

page 2 : Dominique Efros et Yves Schwartz, Laurent Fleury, Danièle Linhart

page 4 : Corinne Védrine, Laurence Théry, Gilles Monceau, Mohammed Barkat et Eric Hamraoui

page 10 : Francis Jeanson, Christophe Dejours

Actualités

page 3 : la formation des enseignants

page 5 : Un audit explosif à Pôle Emploi de Chalon-sur-Saône

page 8 : Le Rom nouveau est arrivé - et déjà reparti

page 8 : Le rectorat de Dijon se moque de la formation des précaires

page 9 : conférence sur les urgences à l'hôpital

page 9 : colloque de l'institut Jacotot

pages 11 et 12 : Etats généraux du service public

pages 6 et 7 : LES RETRAITES et les lieux de manifestations pour le 12 octobre 2010

Organe de la **Fédération Syndicale Unitaire** de Saône & Loire 2 rue du Parc

71100 CHALON/SAONE Tel : 03 85 43 69 69 mail : fsu71@fsu.fr site : <http://sd71.fsu.fr>

Imprimé par nos soins, Directeur de publication : Philippe DORMAGEN *Trimestriel *

Prix au N° 1 € * 8 octobre 2010 * Numéro 92



Résistances

Dominique Efros, docteur
en sociologie et **Yves**

Schwartz, professeur de
philosophie et directeur du département
d'Ergologie de l'université de Provence

En ce qui concerne les situations de travail, l'analyse des relations professionnelles étudie les manifestations de résistance réalisées collectivement et de façon plus ou moins organisée, comme la grève ou le freinage de la production, afin de provoquer des négociations et faire valoir des revendications formulées en termes de salaires, de durée du travail, d'effectifs ou de classifications professionnelles, voire d'organisation et de rythme du travail. On ne peut cependant limiter la question des « **résistances dans le travail** » aux manifestations d'une volonté d'infléchir des pratiques de gestion et des décisions de politique d'entreprise par des actions revendicatives ciblées, ce serait manquer toute une part de la « combativité » humaine au travail.

Certains actes ou gestes, certaines paroles, en apparence insignifiants et qui ne font l'objet d'aucune publicité, voire qui l'évitent soigneusement, subvertissent pourtant l'«ordre établi» en concrétisant un «**travailler autrement**». Qu'en est-il de ces « résistances » nichées au creux des activités de travail et quels rapports entretiennent-elles avec les transformations de la vie sociale ?

Résistance au changement : **pourquoi, en certaines circonstances, l'être humain semble agir de façon contraire à son propre intérêt ?**

Croire à une résistance naturelle au changement, tout comme croire à une malléabilité naturelle des êtres humains, est un obstacle pour penser les transformations en situation.

On ne peut contingenter la pensée humaine, pas plus au travail qu'ailleurs : « **II est évidemment désagréable que l'homme ne puisse s'empêcher de penser, souvent sans qu'on le lui demande, toujours quand on le lui**

interdit » (Canguilhem, 1947, p. 125).

La contrainte seule ne peut expliquer l'histoire des productions sociales, ce qui signifie aussi qu'aucun pouvoir politique ne pourra tout par la contrainte. De réaction défensive, la résistance devient potentiellement acte créateur.

Infractions, inventions et subversions : **l'obligation de « frauder » peut engendrer des situations de malaise profond. Dans d'autres cas, cette fraude sera récompensée en tant qu'initiative, « désobéissance réussie ».**

Si en toute circonstance et à toute époque, la transgression de normes est inhérente à toute séquence industrielle efficace et préalablement normée, quelles relations peut-on établir entre ces « micro-transgressions » opérantes dans les milieux de travail et les transformations de la vie sociale en général ? Quels intérêt et difficultés présente leur étude ?

L'atteinte des résultats escomptés passe par des arbitrages entre objectifs partiellement ou totalement contradictoires, entre sécurité et productivité, vitesse et qualité, souci d'économie individuelle et bien-être collectif, ou encore entre santé et performance. Que faire par exemple du temps gagné sur la chaîne, un temps de récupération pour soi ou un temps de solidarité pour aider un autre ?

Les grandes concentrations usinières, par leur volonté d'isoler strictement les travailleurs, ont produit des formes de solidarité ouvrière plus ou moins subversives, qui en retour ont probablement contribué de façon contradictoire à l'éclatement des grandes entreprises.

Nous ne pouvons donc pas prendre au sérieux les hypothèses d'assujettissement total ou, inversement, de toute-puissance du faire industriels.

On peut aussi remarquer que la dégradation des conditions de vie et de travail projette un plus grand nombre d'individus dans des situations difficiles et dans des « micro-combats » qui comportent des

enjeux à proprement parler «politiques» et faire l'hypothèse que cette confrontation régulière à des usages problématiques des capacités humaines contribue à l'émergence d'une « **conscience politique** » préalable à tout mouvement collectif (Efros, 2007).

Laurent Fleury,

professeur de sociologie à Paris7

Wiesler, agent de la Stasi dans le film «*la vie des autres*», suggère une butée contre laquelle se heurte tout pouvoir. Résister relèverait donc de l'intime.

Après Hannah Arendt, Miguel Abensour rappelait que « le propre des régimes totalitaires n'est pas tant de faire violence à une problématique essence de l'homme, ni même de déplacer les limites de l'humain, mais bien plutôt de porter atteinte au lien humain, de détruire le rapport, l'ordre interhumain ».

Pour Françoise Proust, « **la résistance n'est le fait ni de la volonté ni de la raison** ; elle n'est la mise en œuvre ni d'un raisonnement ni d'une décision. Tout entière affectuelle, elle se confond avec son aventure et son trajet : elle est acte, conduite, geste. Elle est le fait d'un mobile qui à la fois la mobilise et la meut. **Ce mobile est l'indignation.**»

Danièle Linhart, sociologue,

directrice de recherche au laboratoire
Genre, Travail, Mobilité au CNRS

La résistance est difficile à observer, comme elle est difficile à analyser.

La résistance se manifeste le plus clairement quand le travail s'arrête (grève). De façon moins évidente, on fera l'hypothèse que le décalage entre travail prescrit et travail réel (qui est au fondement de nombre d'analyses en sociologie, ergonomie et psychologie du travail) peut être interprété comme un espace de résistance.

Mais c'est de façon **paradoxe** que cette implication transgressive des salariés peut s'interpréter comme une forme de résistance. En effet, **elle sert le plus souvent objectivement**

Formation des enseignants

Nouveau Concours Professeur des écoles

Combien ça coûte ? Quelques chiffres :

- **3.000 places ouvertes au concours 2011** (soit moitié moins que l'an passé / 3 fois moins qu'en 2008) alors que désormais un **Matser 2 (Bac+5)** est exigé contre une licence jusqu'à l'an passé.

- **Plus de 12.000 départs en retraites sont attendus**

A savoir :

- **Droit de scolarité en M1-M2** : de 283€ à 3000€ par selon les IUFM.... Rappelons que jusqu'à l'an passé l'année de PE2 comme fonctionnaire stagiaire était rémunérée....

- **Pré requis nécessaires pour présenter le concours** :

- AFPS (Attestation de formation aux premiers secours)
- Niveau de langue (Certificat de compétences en langue Niveau A2)
- Certificat informatique et internet niveau 2

Ces deux derniers prérequis seront exigés à compter du concours 2012 .

Afin d'obtenir ces différents diplômes ou attestations, il est nécessaire de se tourner bien souvent vers des organismes de formation habilités PAYANTS...alors que jusque là ces formations étaient dispensés au cours de la désormais défunte formation initiale.

En d'autres termes : Comment payer plus pour peut être accéder à un métier dont la reconnaissance salariale laisse clairement à désirer.

En conclusion :

- **Une entrée plus tardive dans le métier** ce qui est guère réjouissant au vu de l'actuel projet de réforme des retraites

- **La nouvelle grille indiciaire** (concernant les salaires) est donc **très loin de palier au surinvestissement demandé** en terme de coût et diplômes à ces jeunes collègues.

Nous souhaitons bon courage à ces étudiants qui passent ce concours et qui en cas de réussite auront droit à une formation... sur le tas.

Antoine et Christophe

L'appropriation de l'éthique qualité par une partie des salariés, qui pourrait conforter le management, constitue plutôt une entrave au développement de sa politique de normalisation. Le management n'a de cesse de tenter de convaincre ses salariés que sa méthode est la meilleure tant du point de vue de la qualité que de la productivité.

Les salariés ont individuellement, personnellement à faire en permanence la démonstration de leur utilité pour l'entreprise afin de mériter leur place.

Les salariés font ainsi souvent part d'un véritable **sentiment d'abandon**. Un encadrement peu nombreux (happé par ses propres tâches de management, souvent incompetent par un manque d'expérience dû à une mobilité systématique imposée), des collègues de travail repliés sur leurs propres difficultés et souvent en position concurrentielle (instaurée par le management), ne constituent pas un recours pour des salariés confrontés à des défis incessants.

Dans ce contexte, la résistance est largement personnalisée. Elle se fonde essentiellement sur la contestation de règles du jeu mal respectées.

Avec l'effondrement des collectifs, s'en est allé le sentiment d'un sort partagé avec d'autres, et la mise en commun des doléances.

Une majorité d'ouvriers mais aussi de cadres affirment être personnellement victimes d'injustices sociales, et être personnellement exploités. Ces sentiments d'injustice ne sont plus passés au crible de la critique sociale, ils ne sont plus adossés à des considérations et des enjeux inhérents au fonctionnement de notre société.

Nous avons pu voir que résister et contester le travail collectivement, c'était aussi une manière de le rendre supportable, de développer une endurance physique et morale collective **pour exister au travail sans souffrance excessive.**

La résistance, on la trouve aussi dans les situations hypermodernes du travail sous la forme d'un **transfert d'agressivité**. Celle qui pourrait

les intérêts de l'entreprise, tout en recelant subjectivement une contestation de la domination inscrite dans les modalités de l'organisation du travail.

Ce n'est pas tant le système de travail qu'il s'agit alors de contester, c'est, pour nombre de salariés, le peu de cas qu'il fait individuellement d'eux.

Une observation réalisée au sein de groupes d'expression d'une entreprise pendant deux ans (Linhart, 1991) m'a permis de découvrir certaines formes de censure que les plus anciens exerçaient sur les plus jeunes. Il s'agissait de les empêcher de révéler les petits secrets, les petits arrangements que les collectifs entretenaient et qui ont pour seul but de rendre le travail supportable pour

tous et notamment de protéger les plus faibles, les moins résistants (dans le sens physique du terme). Révéler ces secrets, c'était risquer de donner prise à une rationalisation encore plus poussée du travail et à son intensification, risquer de déposséder le collectif d'une certaine emprise sur son sort, c'était lui faire courir le risque de perdre les ressources d'une autonomie productive, culturelle et politique.

Au vu de la spécificité de ces formes de résistance, on comprend que la modernisation des entreprises et du travail qui s'accompagne de l'instauration d'une individualisation, d'une mise en transparence des rapports sociaux et d'une nouvelle éthique managériale (Salmon, 2002) change la donne : la contestation subjective change de registre.

s'adresser à l'encontre de la hiérarchie, de la direction, se tourne contre les destinataires du travail : les clients... Ce mépris, cette agressivité peuvent aussi se tourner contre les collègues, qui ralentissent le travail ou le compliquent.

Corinne Védrine, post-doctorante CNRS St-Etienne

La résistance des ouvriers Michelin

Un des protagonistes : « Le problème, c'est qu'à partir du moment où on prend conscience des choses, on est obligé de réagir. C'est ça qui est difficile. C'est pour ça que les gens ne veulent pas voir ce qui se passe. »

Le cas des ouvriers Michelin montre également que la résistance n'est pas uniquement celle qui se dresse face au discours patronal, mais aussi celle qui résiste au discours résistant. Pour beaucoup, ce qui était supportable est devenu insupportable face au détournement du regard paternel, à la suite duquel ont germé les **sentiments d'absence de reconnaissance** et de trahison, autant de « blessures morales » à l'origine d'une résistance désacralisatrice. Alors que pour d'autres, c'est l'idée même de cette trahison et l'aveu de ces blessures qui sont insupportables et les font résister à la désacralisation, paralysés par la nécessité d'une autonomie qu'ils ne sont pas prêts à assumer.

Le regard reconnaissant du père symbolique a cependant laissé place au regard inquisiteur et méprisant à partir du moment où il s'est porté vers les ouvriers d'autres continents.

Laurence Théry, inspectrice du travail CFDT

Résister collectivement à l'intensification du travail : quand les syndicats interrogent leurs pratiques syndicales

La résistance syndicale n'a pas à voir avec la survie mais constitue une forme à part entière d'être vivant, par la voie d'un processus qui vise à se

développer et à augmenter les capacités d'action et les marges de manœuvre des syndicalistes.

Une expérience des techniciennes d'intervention sociale et familiale : La pratique syndicale développée n'est en rien surplombante et directive. Elle s'est déployée au contraire à partir de discussions individuelles permettant de mettre en forme les éléments recueillis pour les verser au débat collectif. Les seuls outils construits dans cette démarche sont des supports de discussion avec les salariés, avec l'employeur ou entre syndicalistes. Ces constructions sont un élément central de la résistance, car c'est à partir de là que **d'autres représentations des problèmes du travail sont possibles** pour les salariés comme pour les syndicalistes.

Les ressorts de la mobilisation traditionnelle des syndicalistes (la grève, la manifestation) se trouvent enrichis d'une modalité renouvelée, permettant de rendre compréhensibles, explicites et partageables les dilemmes du travail.

S'il n'est plus possible de développer une posture d'attention aux objets du travail, alors les possibilités de coopération dans le travail s'effritent aussi. Le monde du travail n'est plus un espace où l'on apprend à travailler ensemble, ce qui suppose de pouvoir se parler, de se faire confiance, de s'aider, mais un univers de concurrence. On pointe là un certain nombre de dangers liés à l'impossibilité de faire l'apprentissage du vivre ensemble par le travail.

C'est à partir du microscopique et de sa compréhension que les syndicalistes mobilisent les salariés et construisent une réflexion qui intègre la complexité des situations.

L'action syndicale résiste quand elle crée d'autres formes possibles d'organisation. Il pourrait s'agir d'une bifurcation de l'action syndicale dans laquelle la temporalité est centrale puisqu'elle invite à changer la vitesse de traitement des questions, en s'enracinant dans le détail des situations concrètes et plurielles.

La question des résultats est vite

posée. **Comment évaluer les bénéfices de ces pratiques renouvelées ?** Difficile de mesurer la restauration des capacités de penser ou la densité des liens que l'on peut créer avec les salariés, les militants, les autres.

Gilles Monceau, maître de conférences à Paris8

Résistances des parents aux formes de coopération proposées par les enseignants

Ces résistances peuvent être réparties en trois moments :

- le moment défensif qui renvoie aux craintes éprouvées par les parents vis-à-vis de l'institution scolaire, à leurs stratégies d'évitement de conflit frontal avec les enseignants ;

- le moment offensif qui recouvre leur contestation de l'existant et leurs propositions alternatives ;

- le moment intégratif qui est celui de l'élaboration de stratégies qui tirent bénéfice de leur compréhension des situations et des opportunités qu'elles leur offrent.

Les résistances des parents peuvent être travaillées comme des analyseurs de leurs implications dans l'institution scolaire et non comme la simple expression d'une **démision** ou d'un **envahissement**. Cette analyse par les résistances pointe de nouvelles modalités de coopération à l'école.

Sidi Mohammed Barkat, philosophe, chargé d'enseignement au CEP ergonomie et écologie humaine, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

et Eric Hamraoui, maître de conférences en philosophie à la chaire de psychanalyse-santé-travail du CNAM (Paris).

Notre époque peut, selon nous, se penser en référence au régime actuel de **refoulement de la vie** dans les

(Suite page 9)

Audit à Pôle-emploi Chalon-sur-Saône

Suite à une demande du Comité Régional Hygiène Sécurité et Conditions de Travail, un audit a été commandité à un cabinet agréé par le Ministère du Travail et habilité IPRP pour étudier les problèmes de l'accueil dans une agence de Pôle-emploi à Chalon-sur-Saône.

Voici quelques extraits du « point de situation » envoyé aux membres du CRHS-CT :

« Mais pour la Direction, la problématique concerne strictement l'accueil. Ce qui pourrait être lié au management n'entrerait pas dans le champ de nos investigations car une action (accompagnement, coaching...) en faveur des managers serait actuellement menée. La question du management, en quelque sorte, serait en cours de traitement et il ne faudrait pas que notre intervention interfère sur cette action. »

« Suite aux quinze entretiens réalisés il est flagrant de constater à quel point les agents évitent au maximum de désigner les demandeurs comme étant à l'origine des agressions. Bien au contraire, ils les décrivent comme des personnes généralement très patientes et étonnamment peu agressives au regard d'un accueil peu qualitatif »

« le personnel nous renvoie invariablement sur l'organisation de l'accueil, les relations entre collègues et avec la hiérarchie. non pas pour éviter le sujet des agressions à l'accueil mais parce qu'il estime que l'agression à laquelle il est le plus exposé, c'est celle qui émane d'une transformation du métier et d'une nouvelle manière d'accueillir le demandeur d'emploi. »

« Unaniment, il ressort une grande solidarité entre collègues. Cette solidarité entre collègues constitue un élément de diagnostic fort car elle représente en même temps une ressource. En revanche, nos interlocuteurs font état d'un malaise dans leurs relations avec le

management. Ils ne remettent pas en cause les personnes elles-mêmes, mais le type de communication qui s'est développé : manque d'écoute et d'attention »

« L'argument selon lequel le personnel le plus résistant au projet serait à la fois le plus ancien et celui qui n'aurait pas connu plusieurs implantations par le passé ne tient pas vraiment. Pour nous, il constitue une explication commode des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du projet. »

« D'autre part, il apparaît clairement que la demande des agents tourne autour d'une amélioration des relations avec leur encadrement : plus de participation et de relation directe. Certes les mails sont incontournables. Ils font partie du quotidien, mais leur usage ne dispense pas d'une relation humaine réelle. Quand les agents évoquent l'absence des encadrants au plus fort des situations critiques à l'accueil, ils mettent en évidence à quel point le management s'est éloigné d'eux. »

« Peut-être faut-il reprofiler les postes d'encadrants en allégeant leur part administrative, et surtout, l'urgence est de réintroduire la notion de respect mutuel. »

« Nous attirons aussi l'attention sur le risque de dérapage que représente l'infantilisation perceptible à travers le vocabulaire parfois employé (« la peur de se faire réprimander »). »

Réactions de la Direction Régionale

DR adjoint : «les remarques liminaires sont orientées et fallacieuses... Il est regrettable que le rapport de cette mission,

commandée par la Direction régionale, ait été diffusé en direct aux membres du CHSCT. Sans parler du fond et de l'estocade à l'encadrement. »

Directeur Régional : « Ne croyez pas un instant que je vais laisser un prestataire spécialiste des risques psychosociaux jeter le discrédit sur des collègues, fussent-ils managers, de Pôle emploi Bourgogne. Je ne peux comprendre un rapport qui dit que le problème ce n'est pas la charge de travail, une organisation instable ou les exigences des clients mais uniquement le comportement d'une partie de l'Equipe Locale de Direction.

Par ailleurs, le rapport ne traite pas le sujet prévu, il est faux de dire qu'on leur a interdit d'interviewer les managers, je me demande comment ils ont choisi les interviewés (mais j'ai une idée). En plus, la description concerne une période lointaine qui a beaucoup évolué.

Comme je suis quelqu'un de positif, j'y vois l'affirmation de la nécessité des entretiens de suivi d'activité, des réunions d'équipes et de la planification en commun de l'ensemble de l'activité.

Les problèmes de méthode étant patents, étant le commanditaire de l'étude (l'expertise est terminée depuis juillet 2009), je vais demander un complément d'investigation avant d'autoriser la diffusion de ce rapport qui n'aurait jamais dû être diffusé sans échanges contradictoires et sans mon aval. »

Ils n'ont pas fini de souffrir, à Pôle emploi...

Philippe Dormagen



ACTIONS «RETRAITES»: Le calendrier des initiatives

23 mars 2010 : journée d'action avec grèves et des manifestations sur les retraites mais aussi sur l'emploi, les salaires, le pouvoir d'achat, les conditions de travail et les politiques publiques. : 5000 personnes dans les rues en Saône-et-Loire



1er avril : débat CGT sur les retraites à Mâcon

20 avril 2010 : Cinq syndicats, CGT, Unsa, CFDT, Solidaires et FSU, ont interpellé le préfet hier matin à Mâcon et dans toutes les préfectures de France pour rappeler à l'État leurs exigences en vue du prochain sommet social avec le patronat et les pouvoirs publics sur 3 sujets : l'emploi, le pouvoir d'achat et l'avenir des retraites.



1er mai 2010 : 1700 manifestants entre Mâcon, Chalon, Montceau et Digoin sur 3 thèmes : emplois, salaires, retraites.

20 mai 2010 : débat sur les retraites organisé par le collectif retraites de Mâcon.

27 mai 2010 : journée d'action avec grèves et des manifestations pour

l'EMPLOI, le POUVOIR d'ACHAT, les RETRAITES, les SERVICES PUBLICS. 3000 manifestants à Chalon-sur-Saône. le JSL titrait : loin du million de manifestants

23 juin 2010 : stage FSU 71 sur les retraites.

24 juin 2010 : le tract d'appel sur les retraites titrait : Retraite : une réforme brutale pour un recul social sans précédent : La riposte unitaire s'impose. Manifestations à Chalon, Macon, Le Creusot, Montceau, Paray-Le-Monial, Louhans. Près de 2 millions de manifestants en France. entre 10 000 et 23 000 manifestants en Saône-et-Loire. Rencontre des députés pendant la manifestation.

10 juillet 2010 : un vingtaine de personnes du collectif Tournus, mais en majorité FSU ont distribué des tracts et brandi des pancartes sur le départ du Tour de France. La distribution a été bien accueillie mais aucun impact dans la presse.

13 juillet 2010 : jour du Conseil des ministres devant adopter le projet de loi sur les retraites : 80 manifestants se sont réunis à Chalon et 50 à Mâcon devant la préfecture.

7 septembre 2010 : manifestation intersyndicale : entre 10 000 et 23 000 manifestants en Saône-et-Loire comme en juin. Le président de la République et le gouvernement bougent à peine.

23 septembre 2010 : entre 12000 et 25 000 manifestants contre le projet de retraite : encore plus que le 7 septembre. Mais la guerre des chiffres s'intensifie entre le gouvernement et les syndicats.



2 octobre 2010 : 26000 manifestants en Saône-et-Loire.

Extraits du discours départemental lu à la fin des manifestations :

Car nous voilà ensemble à nouveau, avec ceux qui manifestaient sous la

pluie le 7 septembre, avec ceux qui manifestaient le 23 septembre sous le soleil. ET avec tous les autres qui n'avaient pu nous rejoindre pour dire leur colère.

Après les journées du 7 et du 23 septembre qui furent de grands succès, les organisations syndicales ont appelé à une grande mobilisation un samedi afin de permettre à toutes celles et à tous ceux qui, de fait, ne peuvent pas ou ne peuvent plus faire grève - et je pense aux millions de salariés des petites et moyennes entreprises - de rejoindre le mouvement...

...Malgré les mobilisations massives des salariés du 7 et du 23 septembre, ici à (Mâcon, Chalon,...) dans tout notre département et dans toute la France, le gouvernement et le Président de la République ne veulent pas céder sur le fond de leur réforme et s'arc-boutent sur leur texte et son contenu, si mauvais, si injuste pour les salariés, inacceptable pour notre société.

Pire ils minimisent l'ampleur de nos mobilisations, ils jouent sur les chiffres des manifestants...ils théorisent sur le nombre de grévistes.

Ces petites manœuvres ne trompent personne...

...Que reste-t-il à un peuple quand ses représentants qui s'opposent à cette casse de notre système de retraite, sont muselés à l'assemblée ? Quand la démocratie est bafouée ?

Il lui reste la force de la mobilisation et la voix de la rue ! ...

...Nous n'acceptons pas le recul de l'âge du taux plein de 65 ans à 67 ans qui va durement aggraver la situation des salariés qui ont eu des parcours professionnels morcelés, en particulier les femmes dont près de 30% font valoir aujourd'hui leurs droits à la retraite à 65 ans pour éviter une pénalité sur leur pension...

...Nous n'acceptons pas que l'on nous fasse travailler 2 ans de plus alors que 40% des salariés de plus de 55 ans sont déjà exclus du monde du travail.

Le gouvernement nous ment lorsqu'il prétend sauver le système par

répartition parce que son choix, c'est la capitalisation.

Il fait baisser le montant des retraites pour inciter à prendre des retraites complémentaires auprès des assureurs.

Du coup la jeunesse est sacrifiée sur l'hôtel de la « capitalisation » avant même d'avoir pu commencer la vie active...

Ainsi, les organisations syndicales réunies dans une démarche unitaire exigent :

- le maintien de l'âge légal à 60 ans avec une retraite à taux plein,

- une véritable reconnaissance de la pénibilité du travail,

- pour la durée de cotisation, la prise en compte des années d'études et du chômage non indemnisé dans le calcul des trimestres,

- une contribution financière des entreprises, des hauts revenus, des revenus du capital au moins équivalente à celle des salariés,

- une politique volontariste pour l'emploi, dans le privé et dans le public, notamment en direction des jeunes et des seniors.

Nous ne voulons pas d'une retraite au rabais !!!

Alors ensemble, que ce soit ici à Mâcon, dans les différentes villes de Saône et Loire, et partout en France, nous ferons en sorte que cette politique des hauts profits pour quelques privilégiés laisse sa place à ce qui nous réunit tous aujourd'hui : la voix du peuple, la démocratie !!!!

Et si rien ne bouge, rendez-vous le 12 octobre.

Faites grève, mobilisez encore vos proches, collègues, voisins, amis, famille à faire grève le 12 octobre

et venir manifester le 12 octobre.

CFDT / CFTC / CGC / CGT / FSU / SOLIDAIRES / UNSA

Un 12 octobre déterminant !

Après les journées du 7 et du 23 septembre, la mobilisation du samedi 2 octobre 2010 a été un formidable succès partout en France. Cette journée a vu de nouveaux manifestants rejoindre les cortèges. Près de 3 millions de salariés du public comme du privé, seuls, entre collègues ou en famille ont continué massivement à exprimer leur opposition au projet de réforme des retraites.

Confronté à cette mobilisation qui s'amplifie, le gouvernement reste campé sur son intransigeance. Il préfère le mépris au dialogue, il commente les chiffres de manifestants plutôt que de répondre à leurs inquiétudes et exigences.

Les organisations syndicales confirment la journée nationale de grèves et de manifestations du mardi 12 octobre 2010. Elles appellent les salariés, les retraités, les chômeurs à y participer massivement.

Alors que s'ouvre le débat au Sénat le 5 octobre et afin de faire du 12 octobre prochain un rendez-vous déterminant, elles appellent leurs organisations à élargir et à amplifier la mobilisation unitaire par des initiatives dans les territoires, des rencontres avec les salariés et à interpeler les sénateurs en utilisant très largement la lettre ouverte unitaire au Président de la République et aux parlementaires.

Les organisations syndicales considèrent qu'il faudra donner des suites au mardi 12 octobre et décident à cette fin de se revoir vendredi 8 octobre 2010.

MARDI 12 OCTOBRE 2010

Nouvelle mobilisation nationale unitaire

4 lieux de manifestations à 15 heures :

CHALON : Maison des Syndicats

MACON : place Genevès

Le CREUSOT : L'ALTO

CHAROLLAIS: lieu à définir

Autre lieux de manifestations

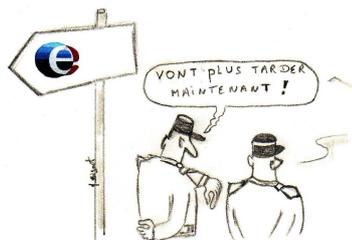
AUTUN à 17 heures, lieu à définir

LOUHANS à 10 heures place de la charité

MONTCEAU : heure et lieu à définir

Pour avoir les informations quand elles seront connues, rendez-vous sur <http://sd71.fsu.fr>

TOUS ENSEMBLE NOUS POUVONS GAGNER !



Le ROM nouveau est arrivé - Et déjà repartit !!!

Malgré l'émoi de l'opinion internationale, la France poursuit sa politique de démantèlement des camps occupés par des Roms et leur renvoi par avion en Roumanie ou en Bulgarie. Sous une pluie d'inquiétudes et de critiques, le gouvernement affirme respecter les textes européens, soulignant que les départs sont volontaires et que chaque personne fait l'objet d'un examen individuel.

Dans un entretien au Monde, le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux défend, la politique sécuritaire menée sous l'impulsion du président de la République.

"La France n'a pas de leçon à recevoir" en matière de droit des étrangers, avait auparavant déclaré le ministre de l'Immigration Éric Besson sur France 2. Il a reconnu qu'il y avait une "accélération" depuis l'annonce fin juillet par Nicolas Sarkozy d'un durcissement de la politique française envers les Roms, qui seraient environ 8.500 en France.

Brice Hortefeux avait annoncé que l'objectif du gouvernement était de démanteler 300 camps illégaux dans les trois mois et de renvoyer 700 Roms. Éric Besson a indiqué depuis, qu'environ 850 personnes seraient reconduites dans leur pays au mois d'août.

Parce qu'ils sont citoyens de l'Union européenne, rien n'interdit aux 850 immigrés roumains et bulgares qui se sont engagés à regagner leur pays d'ici fin Août 2010 en bénéficiant d'une aide au retour humanitaire de revenir en France pour trois mois. Beaucoup en ont manifesté l'intention à peine de retour à Bucarest. Pour réfréner leurs envies de retour, Éric Besson a assuré que le gouvernement allait "adapter la législation pour lutter contre l'abus de droit au court séjour", afin d'empêcher le retour vers la France des Roms expulsés. Il a souligné que "des arbitrages" allaient se tenir dans les prochains jours.

Espérons que dans les semaines à venir, les autorités locales ne nous refassent pas le coup de la souricière profitant de la venue de ces Roms dans les agences Pôle emploi pour les prendre au piège (ainsi que les conseillers qui se retrouveront devant eux et n'auront comme d'habitude pas été prévenu de l'embuscade !).

Nous saurons rester vigilant ... Et je terminerai par cet extrait de dialogue entre Jean Valjean et le commissaire Javert tiré des Misérables de Victor Hugo et que nos dirigeants devraient méditer :

Valjean : « Nous avons en ville un criminel particulièrement dangereux »

Javert : « Vraiment ? »

Valjean : « Oui, il tue plusieurs fois dans l'année et surtout en hiver »

Javert : « Et vous l'avez identifié ? »

Valjean : « Oui, il s'appelle ... Misère! »

M BIGARNET



Le rectorat de Dijon se moque de la formation des précaires

Lettre du Recteur signée par Mr Lussiana

Votre demande de financement par le rectorat d'une partie des frais de validation des acquis de l'expérience (VAE), a fait l'objet d'un examen attentif par les services concernés.

En réponse, je vous informe que la prise en charge financière des VAE par le rectorat porte sur les diplômes de l'éducation nationale suivants : CAP petite enfance, diplôme d'état d'éducateur spécialisé, diplôme d'état de moniteur éducateur. Les diplômes délivrés par les autres certificateurs, et notamment le diplôme d'état d'aide soignante, ne sont pas concernés. Par ailleurs, seuls les personnels en contrat avec l'éducation nationale peuvent prétendre à une aide au financement de la VAE.

Dans la mesure où votre contrat EVS s'est achevé au mois de juin 2009, il ne me sera pas possible de réserver une suite favorable à votre demande.

Formule de politesse...

Le rectorat ne respecte pas la loi en apportant des restrictions aux types de VAE dont peuvent bénéficier les précaires de l'éducation nationale.

Le rectorat se moque de savoir que l'EVS concernée était en poste à l'éducation nationale lorsqu'elle a bénéficié de la VAE.

Petite publicité pour les DDEN

Les Délégués Départementaux de l'Education Nationale vous invitent à

Viré

salle du Foyer Rural - 18 h 30

Jeudi 14 Octobre 2010

CONFERENCE PUBLIQUE

Sous la présidence de **François Bourguignon**

Inspecteur d'Académie

« MA JOURNÉE AUX

URGENCES »

OU L'HÔPITAL VU DE L'INTÉRIEUR

Par le Docteur **Bruno MANGOLA**

**Responsable du service des Urgences
et du SMUR à l'hôpital de Mâcon**

Un diaporama présentera ce service public qui fait honneur à notre pays.
Chacun peut y avoir recours un jour. Comment fonctionne-t-il ?

Débat – entrée libre

(suite de la page 4)

corps, non seulement dans le cadre du travail (ce refoulement est notamment favorisé par la mise en place du système de l'évaluation individuelle des performances), mais encore dans d'autres domaines importants, tel celui du gouvernement des migrants.

Les théoriciens du risque et les tenants de l'organisation du travail déduisent la qualité de l'homme en tant qu'homme de sa compétence, elle-même évaluée, entre autres, à partir de sa capacité à prendre des risques.

Le risque est présenté sous la figure d'un *phénomène vital* sur lequel reposent la pérennité de la société et l'épanouissement de la liberté des individus - désormais assimilée à la liberté d'entreprendre généralisée à tous.

Ainsi fait-on de la mise en crise de l'individu une donnée permanente, institutionnalisée, de son existence.

Dans le mouvement de quête

EDUCATION PERMANENTE



Institut International
Joseph Jacotot
pour la formation
professionnelle

DIJON

6 et 7

décembre 2010

« Territoires,
développement et
formation »

Colloque organisé par

l'Institut International Joseph Jacotot pour la formation
professionnelle*,

porté par la Région Bourgogne

En matière économique ou sociale, il est peu de questions qui ne soient aujourd'hui posées en référence à la notion de territoire. Au-delà de la simple désignation d'un espace pertinent pour penser les faits, définir les politiques et agir, le territoire est plein de significations et de pistes originales qui commencent à être explorées par les chercheurs, les responsables politiques et les acteurs de terrain. Cela est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit de poser, en termes de relation entre finalités et ressources, la question du développement des espaces, des organisations et des personnes, ainsi que le rôle que peut y jouer la formation.

Le colloque explorera la richesse de cette articulation entre les notions de territoire, de développement et de formation, au niveau de la réflexion et au niveau des

pratiques (économiques, éducatives, sociales...). Il s'agit donc d'une rencontre entre chercheurs et praticiens destinée à informer et à valoriser les réalisations, mais également à mettre en débat les conceptions et les actions menées dans le domaine.

Les apports seront pluridisciplinaires ; les réalisations viendront d'opérateurs de terrain français et étrangers qui s'efforcent de renouveler la réflexion et d'inventer des démarches nouvelles. La perspective proprement politique ne sera pas oubliée. Les membres des conseils régionaux et généraux, ceux des agences, organismes, administrations, services de l'emploi, des réseaux éducatifs, de formation, d'insertion, de développement, sont directement concernés par la thématique territoriale.

Le programme définitif sera communiqué courant septembre.

Contact : Véronique Briet, secrétaire générale, Institut International Joseph Jacotot, 15 place Grangier, 21000 DIJON Tél. : 03 80 54 14 14 - v.briet@institut-jacotot.eu



Bourgogne
Conseil régional



continue du dépassement de ses propres limites, **l'individu est alternativement sujet à l'exaltation et en proie à l'insatisfaction**, au sentiment de ne jamais en faire assez.

Francis Jeanson, Philosophe

Nous sommes toujours en train de résister à un conditionnement en nous appuyant sur d'autres conditionnements.

Je ne vois pas comment nous pourrions nous faire sujets à quelque moment que ce soit sans résister à ce qui nous pousse à nous faire objets, à rester objets ou quasi objets.

Le contexte est plus ou moins porteur, il peut empêcher de résister. On ne peut rien dire sans tenir compte du contexte. On peut être aidé à résister bien plus qu'on ne s'y attendait. Il y a des formes de conditionnement qui sont plutôt des aides à ces moments-là, quand on s'en sert correctement.

Nous sommes environnés de valeurs préexistantes et le vrai questionnement philosophique n'admet pas que l'on s'en tienne à des valeurs reçues.

Le problème de l'action culturelle, c'est pour moi de donner la parole à des gens qui croient quelquefois ne pas avoir la parole ou que leur parole n'a aucune portée. Ils ne croient pas en leur propre force et sans doute ne leur a-t-on pas fourni au départ le minimum de moyens pour s'exprimer.

Pour les aider à se libérer des schémas acquis, le seul fil conducteur que je connaisse, c'est de poser des questions.

Il faut lutter contre l'idée que la solidarité n'a plus aucun rôle à jouer, qu'on ne peut pas compter sur elle. C'est ça le plus grave. C'est à ça qu'il faut résister aujourd'hui et à tout ce que ça entraîne : irresponsabilisation, découragement, malversations aussi, tricheries...

À ma connaissance, rien n'a jamais été réalisé si ce n'est à partir d'une minorité. Il ne faut pas se demander si l'on est assez nombreux pour faire quelque chose.

Ce n'est pas en essayant d'être nombreux d'abord qu'on fera avancer les choses. Bien sûr, c'est agaçant, **ça oblige à redevenir modeste par rapport aux prétentions de résoudre les problèmes globalement et par en haut.**

Christophe Dejours,

titulaire de la chaire «psychanalyse, santé et travail» au CNAM

Même les systèmes les pires ne peuvent fonctionner que sur la base d'un consentement qui n'est pas que passif, sur le zèle à faire fonctionner un système qui est aberrant au regard de la connaissance et des valeurs, dont l'utilité n'est pas concentrée sur la production mais sur la domination.

Toutes les stratégies de défense individuelles et collectives ont en commun de produire un déni de perception de ce qui fait souffrir. Donc elles ont pour principe de rétrécir, d'engourdir la capacité de penser, en vue de sauvegarder l'équilibre psychique, et la vie physique aussi. En rétrécissant la capacité de penser, elles font le jeu de l'existant. La résistance au changement, effectivement, a un pouvoir de conservation via ces défenses, y compris de conservation de ce qui fait souffrir, même si c'est paradoxal. Elles rendent les gens encore plus incapables de penser la transformation. **D'où la nécessité pour pouvoir rassembler les conditions de l'action, de déconstruire les stratégies de défense.**

Et là, on entre dans le problème de la servitude volontaire, de l'opportunisme ou de la résistance.

Connaissant le réel par une expérience vécue affectivement, je peux m'arc-bouter sur cette expérience pour dire : c'est faux, je suis contre ce que les autres tiennent pour vrai ou pour juste. Là commence la pensée de la résistance qui est celle de l'autonomie. Arriver à penser sans les autres, voire contre les autres, et donc se retrouver seul. Et là, c'est très difficile parce qu'il y a un risque psychique majeur : être pris par le doute, penser qu'on a tort puisque tout le monde pense le

contraire. Le doute de soi, de ce qu'on fait, de ce qu'on sait... jusqu'au souci de penser comme les autres au point de nier son expérience propre et de le payer d'un dérapage vers la folie, la maladie mentale. Ou l'autre position qui affirme : je suis seul, je pense contre tout le monde, ce qui conduit à renforcer un système d'autoréférence qui ouvre la porte à la mégalomanie.

La résistance, ce qu'elle a de plus irréductible, ce sur quoi elle peut s'appuyer, c'est quand même sur la mobilisation individuelle, volontaire, libre de s'opposer à quelque chose.

La question fondamentale ultime, des valeurs, c'est la question de la vie : ce qui est « bien », c'est ce qui est destiné à honorer la vie ; ce qui est mal, c'est ce qui éloigne de la vie, ce qui la détruit.

La résistance pose des problèmes politiques de fond. On ne peut pas en appeler à la résistance. Elle ne peut pas être le fait d'individus ordinaires. Ceux-là suivent. On ne peut construire une philosophie politique sans savoir que les êtres humains sont fragiles et donc ne sont pas portés à la résistance. La lâcheté, l'opportunisme, c'est la condition humaine habituelle.

Mais la résistance est d'abord et fondamentalement ce rapport à la vie en soi et cette capacité à **supporter d'être seul quand les autres pensent le contraire de soi**. C'est seulement dans un deuxième temps que se pose la question de l'efficacité et des voies de la subversion : aller à la recherche de l'autre pour pouvoir constituer les bases et les forces nécessaires à une action.

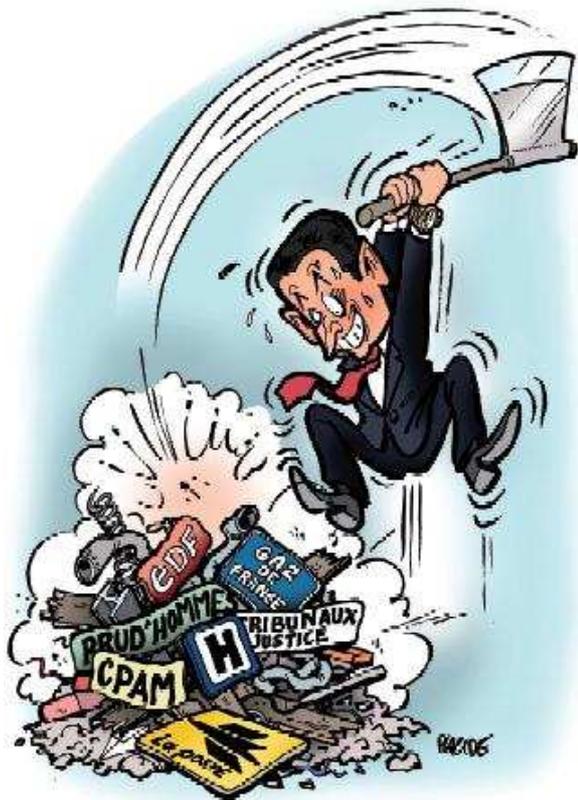
Et il faut tenir face à l'adversité, aux claques qu'on prend quelquefois. C'est très dur. La question de la reconnaissance est fondamentale ici, à nouveau. Pouvoir s'en passer un temps, sans pour autant y renoncer pour toujours...

Suite dans le prochain numéro de Chorus avec

Dominique Lhuillier et Pierre Roche, Christine Castejon, Eugène Enriquez, Sabine Delzescaux, Bernard Doray.

L'Appel national

Après les batailles sur l'eau, le rail, l'éducation, la santé... La votation citoyenne en défense de La Poste en octobre 2009 a démontré à la fois le fort potentiel de résistance et d'attachement aux services publics existant dans la population, l'efficacité de l'unité la plus large et l'importance de mettre ensemble citoyenNEs/usagerEs, personnels et éluEs.



La résistance est indispensable, mais nous ne pouvons nous contenter de défendre l'existant, il nous faut reprendre l'offensive idéologique sur le terrain du Service Public.

Les politiques néolibérales nous ont plongé dans une crise économique, sociale et environnementale qui confirme à la fois leur inefficacité, leur coût et l'injustice qu'elles produisent. Nous sommes convaincus que notre époque est celle d'une prise de conscience par les peuples de l'unité de leur destin. Nombre de biens et de services sont appelés à entrer dans le patrimoine commun de l'humanité ce qui appelle une large appropriation sociale et la mise en oeuvre de services publics à tous niveaux : local, national, international, mondial.

Le XXI^e siècle peut et doit être l'«âge d'or» du service public. En raison de son expérience et de son histoire, la contribution de notre pays pourrait être essentielle dans cet avènement.

Nous proposons donc de nous appuyer sur les

mobilisations existantes, et qui gardent leur dynamique propre, les aspirations citoyennes, les comités existants pour ouvrir un débat très large.

POUR des services publics et une fonction publique du 21^{ème} siècle efficaces et démocratiques, Nous proposons :

- **des États Généraux locaux et nationaux,**
- **une pétition nationale,**
- **une manifestation nationale.**

Après le lancement et le travail du comité national, après la construction de plus de 40 collectifs locaux, l'objectif doit être maintenant la tenue et la réussite des États généraux nationaux du Service Public.

L'objectif est de réunir sur deux jours, les 11 et 12 décembre 2010 dans la région parisienne 2 à 300 personnes issues des collectifs locaux, des organisations, des personnalités qui soutiennent et des chercheurs pour :

• **Le premier jour (samedi) :**

Creuser 4 types de questions en apportant des réponses à partir des travaux des collectifs locaux, des contributions du comité national, des personnalités et sous l'interpellation d'experts :

1. **Quels champs des services publics à quel niveau ?**
2. **Quelle démocratie ?**
3. **Quels financements ?**
4. **Quel(le)s agents ?**

• **le second jour :**

synthétiser les réponses en présence des porte-paroles nationaux des organisations.

Et formaliser une charte nationale signée de tous.

Le comité national est constitué des organisations suivantes : (ordre alphabétique)

AITEC ; ANECR ; ATTAC ; CADAC ; Collectif national contre les franchises et pour l'accès aux soins pour tous ; Collectif national droits des femmes ; Confédération Paysanne ; Convergence Nationale des collectifs de défense et développement des SP ; Comité National des Privés d'Emploi CGT ; Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité ; ESS ; Fondation COPERNIC ; FASE ; Fédération des SP - CGT ; FSU ; Gauche Avenir ; Gauche Unitaire ; Les Alternatifs ; Les Verts ; LDH ; M'PEP, MRC ; NPA ; PCF ; PCOF ; PG ; PS ; République et Socialisme ; Résistance Sociale ; SOLIDAIRES ; Syndicat de la Magistrature ; UDB ; UFAL ; UGFF-CGT ; UNEF ; USP ...

Et vous, si vous le souhaitez !



États généraux du service public en Saône et Loire

En Saône et Loire, deux collectifs se sont créés au printemps 2010, l'un à Mâcon et l'autre dans le Nord du département (Montceau-Chalon). Le collectif de Mâcon est animé par les organisations suivantes (par ordre alphabétique) : ATTAC, CGT, FSU, PCF et Solidaires

Deux projets ont été arrêtés, préparés par plusieurs réunions des collectifs :

1. la participation à la fête mondialiste Mâconnaise organisée le 26 septembre 2010 à la Roche Vineuse avec un stand et un mini-forum
2. l'organisation, le samedi 20 novembre
 - d'un rallye des services publics le matin
 - d'États généraux locaux à Mâcon l'après-midi (lieu à préciser)

Il ne s'agit pas d'une construction ex-nihilo par quelques membres du collectif. Tout reste à construire !

Le rallye des services publics

Le projet consiste à organiser une marche entre quelques services publics mâconnais : par exemple, hôpital, école ou collège ou lycée, Mâcon Habitat, Poste, gare, avec intervention devant chaque service public de 15 minutes d'un usager ou d'un agent du service.

Pour que cela fonctionne, il faut faire le lien entre les luttes passées ou en cours dans le

département (Transports, écoles, hôpitaux, la poste,...)

L'objectif est de montrer que les attaques subies par les différents services publics relèvent toutes d'une même logique néolibérale et nécessitent une reconquête coordonnée et convergente.

Les états généraux locaux

L'après-midi, dans une salle de Mâcon, après un buffet – pique-nique, débats sur des thèmes à définir.

Ces éléments ne sont qu'une esquisse de projets qui restent à construire avec un rassemblement que le collectif souhaite le plus large possible : usagers et acteurs des services publics, rejoignez-nous pour lancer une démarche unie de reconquête et de développement des services publics en Saône et Loire !!

Contacts :

FSU : Philippe Dormagen

Tel 06 10 70 59 42

fsu71@fsu.fr

Attac, Laurence Boubet

Tel : 06 60 84 42 87 laurence.boubet@wanadoo.fr

PCF: Bernard Cois

Tel : 03 85 34 33 77

cois.bernard@neuf.fr

CGT : Emmanuel Deschamp

Tel : 06 75 23 36 65 ema.deschamps@orange.fr

Solidaires : Jean-Paul Varrault

Tel : 06 03 82 71 56

SUDPTT71@aol.com

